

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du

4 OCT. 2010

**fixant à la société EMFI S.A.S. des prescriptions complémentaires
relatives à la pollution affectant son site de la rue de la Ferme Clauss à Haguenau**

Le Préfet du Bas-Rhin

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier ses articles R512-31, R 512-33 et R 512-39-3,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** le SDAGE Rhin-Meuse, le SAGE,
- VU** la circulaire du 5 novembre 2007 relative à la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués,
- VU** la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie relative à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués pour les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté municipal du 14 décembre 2005 portant restriction de certains usages de l'eau de la nappe phréatique sur la ville de Haguenau,
- VU** la demande présentée le 26 août 2003 par la société EMFI dont le siège social est au 14, rue de la ferme Clauss, BP 30, 67501 HAGUENAU Cedex en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre ses activités de fabrication de colles et, en régularisation, l'autorisation de sa capacité de stockage de produits finis ainsi que d'employer et de stocker du MDI, à la même adresse,
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement (arrêtés préfectoraux des 5 janvier 1959 et 20 décembre 1960, récépissés de déclaration du 10 septembre 1957, 10 octobre 1978, 18 octobre 1985, 12 mai 1986, 24 juillet 1987),
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 juin 2005 fixant des prescriptions complémentaires à la société EMFI à Haguenau au titre du livre V, titre 1er du Code de l'Environnement,

- VU** le rapport de diagnostic de sol effectué par la société Ate-Geoclean daté de décembre 2002,
- VU** le mémoire de cessation d'activité établi par OTE Ingénierie en octobre 2004,
- VU** la note d'information établie par OTE Ingénierie en juillet 2008,
- VU** la proposition technique et financière établie le 4 septembre 2009 par SITA REMEDIATION, transmise le 18 décembre 2009 à l'inspection des installations classées,
- VU** le courrier du 7 juin 2010 de la société EMFI adressé à la Dreal Alsace l'informant des modifications apportées au dispositif de dépollution décrit dans le courrier du 18 décembre 2009,
- VU** les résultats de la surveillance trimestrielle des eaux souterraines effectuée par la société Schaeffler France depuis 2006,
- VU** le rapport du 9 août 2010 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du

- 1 SEP. 2010

- CONSIDÉRANT** la pollution par des substances chlorées (1,1,1 trichloroéthane et ses produits de dégradation) affectant le site EMFI et l'extension de cette pollution à l'extérieur du site par le biais des eaux souterraines,
- CONSIDÉRANT** le traitement de cette pollution par venting et sparging en cours,
- CONSIDÉRANT** dans ces conditions, qu'il est nécessaire de surveiller les eaux souterraines au droit et au voisinage du site pour évaluer l'évolution de la pollution et d'encadrer les conditions de dépollution des eaux souterraines,
- CONSIDÉRANT** que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé,
- CONSIDÉRANT** que des questions subsistent concernant l'adéquation du réseau de surveillance extérieur au site existant, la connaissance de l'extension du panache de pollution issu du site (schéma conceptuel) en tenant compte de l'objectif de potabilité s'appliquant au secteur pour définir ses limites, la prise en compte des objectifs de potabilité à travers les mesures de gestion mises en oeuvre

APRÈS communication à la société EMFI S.A.S. du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'ARRÊTE

La société EMFI S.A.S., ci-après désignée par « l'exploitant », dont le siège social est situé 3, rue Ettore Bugatti, BP 40030, 67501 Haguenau, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour son site situé rue de la Ferme Clauss à Haguenau.

Ces prescriptions complètent celles des actes administratifs délivrés antérieurement cités ci-dessus.

ARTICLE 2. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 2.1. Réseau de surveillance - Ouvrages existants

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants, sous réserve de l'accord des différents propriétaires et de la société SCHAEFFLER France :

N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	Droit du site	9,1
PZ4	Droit du site	9,5
P8	Droit du site	6,2
P9	Droit du site	4,8
P10	Droit du site	4,5
P11	Droit du site	5,3
P12	Droit du site	4,5
P15	Droit du site	10
01987X0360/PZA	Aval du site	7,3
01987X0361/PZB	Aval du site	7
01987X0340/Puits Zottner	Aval du site	3,8
01987X0380/PZK	Aval du site	6,9
01987X0362/PZC	Aval du site	5,1
01987X0363/PZD	Aval du site	4,7
01987X0364/PZE	Aval du site	6,5
01987X0365/PZF	Aval du site	5,2
01987X0341/Puits Bétail 3	Aval du site	

Article 2.2. Ouvrages supplémentaires

Lors de la réalisation d'un nouveau forage, toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Des recommandations techniques figurent en annexe 2.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Article 2.3. Gestion du réseau de surveillance

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 2.4. Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées, sous réserve de l'accord des différents propriétaires et de la société SCHAEFFLER France :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
PZ1 PZ4 P8 P9 P10 P11 P12 P15	Trimestrielle	pH Conductivité 1,1,1 Trichloroéthane 1,1 Dichloroéthane 1,1 Dichloroéthylène Chlorure de vinyle Benzène Toluène Ethybenzène Xylène Styrène	/ 1798 1284 1160 1162 1753 1114 1278 1497 1780 1541
01987X0360/PZA 01987X0361/PZB 01987X0340/Puits Zottner 01987X0380/PZK 01987X0362/PZC 01987X0363/PZD 01987X0364/PZE 01987X0365/PZF 01987X0341/Puits Bétail3	Semestrielle (hautes eaux, basses eaux)	pH Conductivité 1,1,1 Trichloroéthane 1,1 Dichloroéthane 1,1 Dichloroéthylène Chlorure de vinyle	/ 1798 1284 1160 1162 1753

Article 2.5. Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

A chaque campagne d'analyse, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance concerné par la campagne est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 2.6. Mesures comparatives et contrôles

Sans objet.

ARTICLE 3. REHABILITATION DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 3.1. Objectif de dépollution

L'exploitant engage les actions et les moyens répondant aux meilleures technologies disponibles, à un coût économiquement acceptable, pour maîtriser les risques induits par la pollution du sol et de la nappe.

Le dispositif de dépollution vise, à court terme, à limiter l'extension de la pollution, à la fixer sur le site et, à long terme (horizon 2025), à restituer la potabilité de l'eau de la nappe.

Notamment, il met en oeuvre le dispositif de venting et de sparging décrit dans son courrier du 18 décembre 2009 et du 7 juin 2010 susvisés.

Article 3.2. Pilotage et optimisation des dispositifs de dépollution

L'exploitant assure une maintenance préventive des équipements de traitement afin de garantir un taux de fonctionnement de chacun des équipements supérieur à 95 % du temps.

L'exploitant met en place un suivi régulier de ces installations et un pilotage visant à optimiser l'efficacité du dispositif de traitement et de confinement de la pollution en fonction du comportement des nappes, de la perméabilité des sols et des gammes de concentration de solvant extrait par les différents ouvrages. Les documents relatifs à ce suivi sont maintenus à disposition de l'inspection des installations classées et seront transmis à sa demande.

Article 3.3. Bilan annuel de dépollution

Avant le 31 janvier de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement du dispositif de dépollution pour l'année précédente. Ce document comporte notamment :

- une synthèse commentée des données relatives à la surveillance de la nappe et des rejets acquises au cours de l'année, qui comprend, si nécessaire une mise à jour, de l'extension du panache de pollution ;
- un histogramme des principales substances polluantes pour chacun des points de contrôle (nappe et rejets),
- un histogramme des quantités cumulées des substances récupérées dans la nappe,
- une analyse des débits et de l'efficacité des différents dispositifs en terme de rayons d'influence, d'effet observé sur la qualité de la nappe en aval dans la perspective d'atteindre les objectifs de dépollution fixés et, si nécessaire, des mesures prises ou à prendre pour améliorer ce rendement,
- une analyse des dysfonctionnements et du taux de fonctionnement des différents équipements de traitement de la pollution ainsi qu'un descriptif des mesures prises si nécessaire pour améliorer la fiabilité des installations.

ARTICLE 4. ELEMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR

L'exploitant transmet au préfet, sous un délai de 4 mois :

- les commentaires d'un bureau d'études ou d'une personne compétente concernant l'adéquation du réseau de surveillance extérieur au site existant,
- l'extension du panache de pollution par le 1,1,1 Trichloroéthane, le 1,1 Dichloroéthane et leurs produits de dégradation en tenant compte de l'objectif de potabilité s'appliquant au secteur pour définir ses limites (schéma conceptuel),
- des commentaires concernant la prise en compte des objectifs de potabilité à travers les mesures de gestion mises en oeuvre sur son site.

ARTICLE 5. AIR

Article 5.1. Conditions et valeurs limites de rejet

L'air extrait par venting est traité, si nécessaire, sur charbon actif avant rejet à l'atmosphère. L'air ainsi rejeté respecte les niveaux limites définis dans le tableau ci-dessous.

<i>Substance</i>	<i>Concentrations en mg/m³</i>
Somme du trichloréthylène + Chlorure de vinyle	2
1,1 Dichloroéthylène	20
Somme des Composés organiques volatils (précédents + 1,2 dichloroéthylène + 1,1,1 Trichloroéthane + 1,1 Dichloroéthane + benzène + toluène + éthylbenzène + xylènes + styrène)	110 (exprimée en équivalent carbone)

Article 5.2. Surveillance des rejets

Les effluents gazeux issus du dispositif de venting sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence et les paramètres suivants :

<i>Paramètre</i>	<i>Périodicité</i>
Débit Trichloréthylène Chlorure de vinyle 1,1 Dichloroéthylène 1,2 Dichloroéthylène 1,1,1 Trichloroéthane 1,1 Dichloroéthane Benzène Toluène Ethylbenzène Xylènes Styrène	Semestrielle

ARTICLE 6. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats **commentés** des contrôles périodiques, avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année, soit le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre.

La transmission des résultats par voie électronique à l'adresse autosurveillance.drire-alsace@industrie.gouv.fr est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état de l'environnement au début de la mise en place de la surveillance des eaux souterraines ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

ARTICLE 7. MODIFICATIONS

Toute modification apportée par l'exploitant au dispositif de dépollution, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 8. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société EMFI S.A.S.

ARTICLE 9. PUBLICITE

Conformément à l'article R512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de HAGUENAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 10. EXECUTION - AMPLIATION

– Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
– le Sous-Préfet de Haguenau,
– le Maire de Haguenau,
– le Directeur Départemental de la sécurité publique,
– les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société EMFI S.A.S.

ARTICLE 11. SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Raphaël LE MÉHAUTÉ

Délai et voie de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

